

**COMMUNIQUE DE PRESSE**

Paris, le 24 juin 2020

**Convention Citoyenne pour le Climat : France urbaine salue la pertinence et la convergence d'un certain nombre de propositions avec sa propre contribution au plan de relance**

La Convention Citoyenne pour le Climat, réunissant 150 personnes tirées au sort, a remis son rapport au Gouvernement le 21 juin 2020, après plus de 8 mois de travail, d'auditions et de débats. L'objectif de cette assemblée était de définir une série de mesures permettant d'atteindre une baisse d'au moins 40 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 par rapport à 1990 « dans un esprit de justice sociale ».

France urbaine, qui a suivi de près la progression des travaux, a pris connaissance de ces propositions et salue la qualité du travail réalisé et la pertinence d'un certain nombre de propositions, qui devront cependant être traduites et précisées sur le plan législatif et réglementaire.

L'association retrouve dans les thématiques abordées des sujets qui lui sont chers : la transition écologique juste et solidaire, l'alimentation, les mobilités, l'énergie, le logement, les modes de consommation et de production ou encore le numérique. Beaucoup de propositions, comme l'obligation de rénovation énergétique globale des bâtiments d'ici 2040, le développement des circuits courts à travers la commande publique, des pratiques agroécologiques, des modes de transport alternatifs à la voiture individuelle ou encore les propositions qui participent à un mode de production et à une consommation plus sobres et responsables entrent en résonance avec les thèmes abordés par France urbaine dans sa [contribution pour une relance écologique et sociale](#) publiée le 15 mai dernier.

France urbaine regrette cependant que les aspects institutionnels et financiers, pourtant au cœur de la relance, n'aient été que trop peu abordés par la Convention Citoyenne pour le Climat. Ces propositions nécessitent en effet de refonder les relations entre l'Etat et les collectivités territoriales en conférant à ces dernières l'autonomie notamment fiscale et la responsabilité qui ont fait leurs preuves pendant la crise sanitaire, ainsi que des ressources pérennes pour inscrire la transition écologique et sociale dans les territoires, au plus près des citoyens.

Alors qu'il est indispensable de mettre en place de nouveaux dispositifs de consultation citoyenne plaçant les Français au cœur de la préparation des politiques publiques et de la prise de décision politique, les élus des métropoles, agglomérations et grandes villes attendent désormais la présentation par le président de la République des contours du plan de relance. Ils appellent à ce que les messages portés par les citoyens et les collectivités territoriales pour une réelle transition écologique au bénéfice de tous, soient entendus, afin de porter ensemble les fondements d'un nouveau projet de société.

**Contacts Presse**

---

**France urbaine**  
Benoît CORMIER  
06 40 86 45 38  
[b.cormier@franceurbaine.org](mailto:b.cormier@franceurbaine.org)

**O2P**  
Olivia PENICHOU  
06 07 08 91 47  
[o.penichou@o2p-conseil.com](mailto:o.penichou@o2p-conseil.com)